

À PROPOS DE L'INTERVENTION MILITAIRE

Réactions de court terme

La question de l'intervention militaire «occidentale» en Libye ne cesse de susciter des échanges de points de vue aussi nombreux que, légitimement, souvent passionnés.

En effet, étant donné le contexte international tout à fait exceptionnel dans lequel elle s'inscrit — les évolutions politiques en cours dans le Monde Arabe — et la proximité immédiate de ce pays avec le nôtre, ces réactions se comprennent parfaitement et il est à l'honneur de tous les collègues et amis concernés de manifester, soit leur approbation, soit leur inquiétude, soit leur franche opposition et, ainsi même, d'alimenter un débat sain et salutaire.

Et c'est donc dans une optique de clarification, mais aussi de nécessaire remise en perspective des événements en cours, que je souhaiterais faire part de mon point de vue.

I) Tout d'abord, il s'agit de bien savoir à quel type de régime on avait affaire en Libye puisqu'il s'agit d'un coup d'état militaire perpétré en septembre 1969 et qui s'est vite transformé en une dictature personnelle, puis familiale, refusant systématiquement de remettre en cause, sous quelque forme que ce soit, un pouvoir détenu de manière absolue et privative — exceptionnellement caricaturale — pendant près de 42 ans.

En outre, la notion d'état de droit n'y avait absolument aucun sens, puisque tout dépendait des décisions d'une seule personne qui, de surcroît, en contrôlant tout prétendait, contre toute évidence et dans une logique de l'absurde, n'exercer aucune responsabilité officielle. Il est donc très surprenant qu'une fois sentant sa pérennité menacée, le régime se soit lancé dans de grandes diatribes faisant appel au droit, alors même qu'il avait toujours vécu, au sens propre, comme un véritable hors-la-loi.

Et ce, tout particulièrement à l'égard de ses propres «citoyens» qu'il a systématiquement réprimés et qu'il a toujours menacés des pires violences, dès lors que la moindre volonté de contestation lui était opposée.

Allant jusqu'à évoquer leur extermination ainsi que l'illustre le dernier épisode des menaces directement adressées aux habitants de Benghazi qui, fort heureusement, a enfin permis de conduire à l'adoption, le 17 mars dernier, de la résolution 1973 du Conseil de sécurité — faisant elle-même suite à la résolution 1970 du 26 février — et dont la mise en œuvre a permis d'éviter des massacres effroyables de populations civiles.

II) Ensuite, il convient de faire la part des choses en ce qui concerne le sérieux de certaines informations et «analyses» qui circulent beaucoup, notamment sur internet et qui souvent relèvent de la pure propagande. A

titre d'exemple, je pense aux spéculations fumeuses sur la volonté «occidentale» de contrôler le pétrole libyen ; déjà exploitée depuis longtemps par les compagnies «occidentales» grâce à la technologie «occidentale».

Ou de contrôler les capitaux libyens, déjà placés auprès de grands établissements financiers «occidentaux» et notamment souscrits en bons du Trésor américain ou bien encore investis par l'intermédiaire du fonds souverain «Libyan Investment Authority» dans des entreprises bien «occidentales». Ou à celles, encore plus fantaisistes, relatives à la menace que feraient peser sur l'hégémonie des grandes puissances de prétendus projets libyens de banque de développement ou de fonds monétaire africains. Alors qu'il ne s'agit là que de simples chimères agitées par le dirigeant libyen déchu pour lui permettre de parader dans des sommets africains regroupant des dirigeants, souvent aussi peu légitimes que lui, dont le seul souci est de garder le pouvoir aussi longtemps que possible et dont bon nombre étaient devenus ses agents stipendiés, grâce à l'utilisation faite de la rente pétrolière libyenne.

III) Enfin, pour ce qui concerne les performances postulées du régime libyen déchu, je rappellerai qu'eu égard aux véritables critères de performance de notre époque, selon le dernier rapport sur la science de l'Unesco de 2010, en termes de production scientifique, en nombre de publications par million d'habitants, la Libye était à 15,9. Etant entendu que la Tunisie était à 196,2 ; l'Algérie à 37,5 ; le Maroc à 36,9 et la Mauritanie à 4,3. La moyenne du Monde Arabe s'établissait à 41,2 et la moyenne mondiale à 147,8. A titre indicatif, la Turquie avec 243,6 publications par million d'habitants et l'Iran avec 150,4 se situaient au-dessus de la moyenne mondiale de 147,8 ; ce qui était également le cas pour les pays arabes suivants, outre la Tunisie : Emirats Arabes Unis (147,2), Qatar (152,2), Jordanie (157,1) et Koweït (222,5).

Par ailleurs, la performance de la Suisse était de 2 388,9, d'Israël de 1 459,2, du Canada de 1 323,3, des Etats-Unis de 1 022,7, de la Corée du sud de 682,9, du Japon de 585,70 et du Brésil de 139,31. C'est dire dans quel état réel étaient la société et l'économie libyenne qui, toutes deux, étaient victimes, outre de la malédiction du régime en place, de celle, trop courante — par ailleurs, affectant l'Algérie — dite des ressources naturelles.

IV) Quant à l'analyse des rapports de force prévalant dans le monde actuel, il ne sert à rien de ressortir les analyses les plus éculées sur l'impérialisme — marxistes ou autres — qui, formulées dans des contextes his-

toriques totalement différents — de fait, du XIX^e siècle — sont désormais complètement obsolètes car, aujourd'hui, nous avons besoin d'analyses nouvelles pour comprendre un monde totalement nouveau. En effet, il est en rapide transformation dans un contexte de grande transition historique, vers une nouvelle configuration mondiale «post-occidentale» de plus en plus dominée par la centralité de l'Asie et marquant la fin d'un long cycle de domination «occidentale» de cinq siècles, débuté en 1492 avec la conquête de l'Amérique par les Européens. Dans le nouveau contexte mondial, donc non seulement post-colonial, mais également «post-occidental», les mêmes logiques de type «impérialiste», exprimant une volonté de puissance, animent aujourd'hui tout autant les Etats-Unis que demain elles animeront la Chine.

En tout état de cause, la firme américaine ainsi que la compagnie chinoise qui interviennent quelque part dans le monde n'ont besoin de contrôler ni physiquement, ni politiquement — et encore moins militairement — le territoire où elles déploient leurs activités car tous les enjeux de contrôle réel des processus économiques se sont déplacés, depuis plusieurs années déjà, vers l'amont de la production.

V) En effet, l'importance croissante de la connaissance, en tant que facteur intervenant directement dans le déroulement même du procès de production fait qu'aujourd'hui, de plus en plus, dans tout produit (bien ou service) il y a une cristallisation croissante de cette connaissance même.

Dès lors, les véritables procès de contrôle effectif de l'économie — les plus décisifs aux plans national et, surtout, mondial — se décalent de plus en plus vers l'amont des procès de production, constitués par les segments concentrant le maximum de création de haute valeur ajoutée — ceux de la conception — et nécessitent, donc de moins en moins de présence physique vers les segments d'aval — ceux de la production — et, donc, certainement encore moins de territoires à occuper.

Comme le prouvent les processus de délocalisation croissante des activités de production vers les pays du Sud, les entreprises du Nord, contraintes de définir de nouvelles stratégies d'adaptation aux évolutions du monde, sont de moins en moins intéressées par une présence physique directe dans les pays du Sud.

Quant aux matières premières, elles sont exploitées dans le cadre de partenariats avec les firmes publiques et/ou privées locales qui, souvent, n'ont d'autre choix que d'entrer dans une relation servant les intérêts — y compris tous ceux liés à la prédation et à la corruption, en l'absence d'un véritable projet national — des élites du

pays concerné. Dès lors, il convient de sortir des schémas visant à remettre à l'ordre du jour l'inéluctabilité de nouvelles occupations coloniales telles que nous les avons connues dans la phase initiale d'expansion de l'Europe, à partir des XVI/XVII^e siècles.

VI) La mondialisation qui a certainement beaucoup d'aspects négatifs — notamment pour ce qui concerne de nombreux et graves déficits de régulation, particulièrement du système financier — ne doit pas pour autant être rendue responsable de tous les «maux de la terre». C'est grâce à elle qu'aujourd'hui, nous entrons dans le monde «post-occidental» évoqué et que les Etats-Unis sont, désormais, une puissance — certes encore dominante pour longtemps — mais objectivement inscrite dans une trajectoire de déclin, encore relatif, bien sûr. C'est grâce à la mondialisation que des centaines de millions d'hommes sont sortis de la pauvreté en Asie, sur les vingt dernières années. Elle est en train, progressivement, de générer un nouveau cadre réel et institutionnel qui permet une généralisation progressive de relations d'échanges de produits, d'informations, de connaissance et d'images, mais qui suppose, en même temps bien sûr, une démarche d'ensemble, en termes de gouvernance globale, pour en améliorer de manière durable le fonctionnement. Condition incontournable afin de réduire et de maîtriser les nombreux déséquilibres - sociaux, économiques, géographiques, écologiques, etc. — qui continuent de l'affecter lourdement et pèsent directement sur les conditions systémiques des perspectives de la croissance mondiale.

VII) Cependant, quoiqu'on puisse en dire, si les équilibres mondiaux sont actuellement en train de changer, c'est grâce à la formidable libération des énergies qui s'est déroulée ces vingt dernières années, essentiellement en Asie, et qui, fondamentalement, a reposé sur le principe d'une régulation de l'économie par le marché.

Que ce soit en Inde, dans les divers pays du Sud-est asiatique, en Corée, à Taiwan ou, principalement, en Chine c'est bien certainement grâce à l'adoption de ce type de régulation que les sociétés concernées ont pu libérer et exprimer les immenses potentiels qu'elles recelaient.

Dans le cas de la Chine, il convient de reconnaître qu'en dernière analyse, les politiques les plus efficaces contre l'hégémonie américaine — donc, effectivement anti-impérialistes eu égard à la domination alors exercée par les Etats-Unis — auront été celles menées depuis les réformes inspirées par Deng Xiaoping qui, en sensiblement trente ans, ont fait de l'économie chinoise la deuxième du monde,

Par Nadji Safir, sociologue

appelée à court terme à en devenir la première.

Et l'ont ainsi mise sur une trajectoire ascendante, désormais irréversible, menaçant directement les positions dominantes de l'Europe et des Etats-Unis dans tous les domaines — y compris militaires et géostratégiques — et, ipso facto, introduisant de nouveaux équilibres et rapports de force à l'échelle mondiale.

VIII) Ceci dit, bien sûr, les Etats-Unis demeureront et probablement pour longtemps encore une grande puissance, notamment militaire, pesant de manière absolument décisive au sein de l'OTAN et dont les capacités de domination du monde resteront sur une longue période très importantes. Ainsi, en 2010, si on considère les dépenses militaires (hard power) des 20 premiers pays classés dans le domaine, les Etats-Unis qui arrivent en tête — suivis de la Chine — dépensent à eux seuls, sensiblement, autant que les 19 autres, Chine comprise.

Cette suprématie se manifeste bien pour tout ce qui se rapporte aux capacités de projection de forces, notamment les porte-avions ; et c'est ainsi qu'ils en ont actuellement 11, contre 1 seul, lancé cette année, pour la Chine.

En outre, les intérêts de leurs cercles dirigeants dominants ne correspondent pas toujours aux nôtres comme l'illustre l'exemple patent du soutien systématique qu'ils apportent à Israël et qui contribue à maintenir depuis trop longtemps le peuple palestinien dans une situation coloniale inacceptable ; ou bien encore leur intervention en Irak en 2003, dont ils essaient actuellement de se dépêtrer. Mais, en même temps, la société américaine est une société ouverte, dynamique et créative qui grâce à ces qualités dispose, entre autres, des meilleures universités et structures de recherche du monde grâce auxquelles elle a produit tous les attributs de l'économie numérique qui ont complètement bouleversé notre monde et par l'intermédiaire desquels, aujourd'hui, nous échangeons : Internet, Google, Microsoft, Skype, ainsi que les divers réseaux sociaux et autres blogosphères. C'est cet ensemble d'attributs ainsi que son impressionnante production culturelle qui continuent de lui donner aux yeux du reste du monde une très forte capacité d'attraction (soft power) qu'aucun anti-américanisme primaire ne pourra jamais significativement altérer et, encore moins, nier.

IX) Si le monde de demain n'est pas encore pleinement sous nos yeux, il n'en demeure pas moins que les tendances lourdes majeures qui le génèrent sont à l'œuvre depuis longtemps déjà et, de plus en plus, ses contours commencent à se préciser.